Politique Plateforme 2026

Plateforme 2026

Le capitalisme ne peut être réformé:
En avant vers un avenir socialiste! 2
Luttons contre les milliardaires pour un contrôle démocratique de l'économie 5
Écosocialisme : une économie axée sur les travailleuses et les travailleurs 8
Services essentiels universels : comment satisfaire nos besoins communs 12
Renouveau Démocratique : 25
Justice, égalité et anticolonialisme 30
Limiter le pouvoir de l'État capitaliste : 36
Paix, solidarité et anti-impérialisme 39
Nous pouvons offrir une vie meilleure à tous 47

Le capitalisme ne peut être réformé: En avant vers un avenir *socialiste*!

Le Canada est à la croisée des chemins. Les travailleuses et les travailleurs, les propriétaires de petites entreprises et des communautés entières sont mis à rude épreuve par la hausse des coûts, la stagnation des salaires et un endettement record. Les prix du logement et des denrées alimentaires ont atteint des sommets inaccessibles pour des millions de personnes, tandis que les services publics – des soins de santé aux transports en commun – sont privés de financement et laissés à l'abandon, le secteur privé souhaitant combler le vide à un certain prix. Les gouvernements successifs, qu'ils soient libéraux ou conservateurs, s'arrogent des pouvoirs étendus pour restreindre les droits des Autochtones et des travailleuses et des travailleurs et réprimer les manifestations démocratiques.

Parallèlement, la classe des milliardaires a accumulé sa richesse en pillant pendant des siècles les ressources et les terres issues du génocide des peuples autochtones, et conserve le pouvoir de façonner la société à son avantage. Les conseils d'administration des entreprises et les investisseurs étrangers dictent les priorités nationales, tandis que les Canadiennes et les Canadiens ordinaires sont invités à « se serrer la ceinture ». Les inégalités et les injustices sont systémiques et ne cessent de s'aggraver.

Dans un premier temps, la nature persistante du colonialisme nécessite une restitution importante des terres aux peuples autochtones d'un océan à l'autre. Notre programme n'hésite pas à aborder les questions de classe, de genre, de race et d'autres inégalités sociales qui imprègnent notre société. Nous choisissons consciemment de mener une politique éthique et nous sommes convaincus que les Canadiennes et les Canadiens sont prêt·es et capables de s'attaquer aux inégalités qui structurent notre société et continuent de la faire fonctionner.

Sous le leadership d'Yves Engler, un Nouveau Parti démocratique revigoré, composé de travailleuses et de travailleurs, de peuples autochtones, de jeunes et de toustes celles et ceux qui résistent à l'impérialisme, se battra pour dénoncer les

injustices du capitalisme. Nous défendrons une transformation socialiste audacieuse et sans concession du Canada, en organisant les travailleuses, les travailleurs et les opprimé·es afin de démanteler le contrôle des entreprises, de donner le pouvoir démocratique et économique à la classe ouvrière et de construire une société fondée sur la justice, l'égalité et la solidarité.

Notre plateforme reconnaît que nous, en tant qu'êtres humains, indépendamment de nos revenus ou de notre identité, avons toustes les mêmes besoins fondamentaux et que ceux-ci doivent être satisfaits par des services universels de base. Nous reconnaissons que la protection de l'environnement et la justice sociale sont intrinsèquement liées. Nous savons que c'est davantage de démocratie, et non moins, qui est la clé d'un avenir prospère. De plus, nous rejetons totalement la politique du centrisme : notre mandat est de construire le socialisme.

Seule une transformation radicale, socialiste et anticolonialiste permettra de répondre aux besoins du plus grand nombre, et non d'une minorité.

Luttons contre les milliardaires pour un contrôle *démocratique* de l'économie

Contrairement à ce que prétend la classe dirigeante, nous savons que nous n'avons pas d'économie de marché libre. L'économie est dirigée par un petit groupe d'élites milliardaires qui privilégient le profit privé au détriment du bien public. Un Canada socialiste exige la propriété et le contrôle démocratiques des secteurs clés de l'économie pour un développement planifié et pérenne. Les secteurs essentiels doivent servir le bien public, et non le profit privé. Nos promesses fondamentales sont de défendre sans ambiguïté nos intérêts contre la classe des milliardaires, en garantissant la propriété publique de toutes les industries, y compris la production, les transports, les communications et la finance. Cela garantit l'autosuffisance, des emplois syndiqués de qualité et la prospérité nationale.

Saisir plutôt qu'acheter - nous placerons tous les actifs économiques importants sous la propriété publique, notamment dans les domaines suivants :

Énergie:

- Regrouper les services publics de pétrole, de gaz, d'hydroélectricité et d'énergies renouvelables sous une seule autorité publique.
- Utiliser les revenus pour financer des infrastructures résilientes au climat, l'expansion des énergies renouvelables et des programmes d'économie d'énergie.
- Donner aux travailleuses et aux travailleurs, aux peuples autochtones et aux communautés locales un rôle déterminant dans la planification de l'avenir énergétique du Canada.

Télécommunications :

- Nationaliser Internet et les réseaux de téléphonie mobiles afin de garantir un accès universel et abordable et de mettre fin aux prix monopolistiques.
- Soutenir les médias indépendants et non corporatifs, comme les coopératives de journalistes, pour donner voix au chapitre à la classe

ouvrière, enquêter sur la corruption et demander des comptes aux dirigeantes et aux dirigeants.

Banque et finance :

- Fusionner les grandes banques au sein d'un système financier public qui oriente le crédit vers le développement vert, les coopératives de travail, le logement social et d'autres priorités publiques.
- Démocratiser les décisions d'investissement pour servir les besoins nationaux à long terme, et non les profits trimestriels.
- Réorienter le mandat de la Banque du Canada afin de privilégier le plein emploi plutôt que l'inflation, utilisée comme un outil pour pénaliser la main-d'œuvre.

Agriculture industrielle :

- Réorienter le ministère de l'Agriculture afin qu'il supervise la transition vers une agriculture régénératrice et résiliente au climat.
- Nationaliser les grandes entreprises agroalimentaires et éliminer progressivement l'élevage industriel.

Courrier et colis :

- S'assurer que le service postal reste un service public et élargir son service et son mandat afin d'y inclure le plan « Donner du pouvoir aux communautés » du Syndicat des Travailleuses et des Travailleurs des Postes (STTP), sous contrôle démocratique.

Nous créerons des entreprises publiques offrant des emplois syndiqués de qualité dans les secteurs clés suivants :

Industrie pharmaceutique :

- Créer un fabricant public de médicaments génériques et investir dans la recherche sur les vaccins en libre accès.
- Maintenir l'accessibilité des médicaments et veiller à ce que la recherche en santé serve les besoins publics, et non les intérêts des actionnaires privés.
- Protéger et développer la recherche médicale publique au bénéfice de la population.

Secteur manufacturier :

- Reconstruire le secteur manufacturier canadien sous une forme publique.
- Coordonner les secteurs stratégiques – notamment l'automobile, l'aérospatiale, les mines, la foresterie, la machinerie, les produits chimiques et la transformation des aliments et des boissons – afin de répondre aux besoins publics et non aux profits des entreprises.
- Prioriser la production de biens essentiels plutôt que de luxe, allant des technologies des énergies renouvelables et des véhicules de transport en commun aux équipements médicaux et aux produits de consommation durables, dans le cadre d'une économie juste et résiliente.

Secteur automobile :

- Assumer la propriété publique et le contrôle démocratique des entreprises automobiles par les travailleuses et les travailleurs afin de produire des véhicules, en particulier pour les flottes et les services de partage de véhicules, ainsi que pour les véhicules de transport en commun (autobus, trains, tramways, traversiers, etc.).

Écosocialisme : une économie axée sur *les travailleuses et les travailleurs*

La dégradation de notre planète frôle la catastrophe, car le système économique privilégie la recherche du profit privé. La classe capitaliste traite la terre, l'eau et les peuples de ce continent comme des ressources à conquérir et à exploiter, et toutes les tentatives de verdir le capitalisme par des réformes et des réglementations environnementales ont échoué. L'activité économique capitaliste détruit l'environnement physique dont dépend la survie de l'humanité.

Notre plan économique réduit la production inutile dans des secteurs tels que l'industrie d'armement et les mégaprojets extractifs, et vise à accroître la production durable dans des secteurs qui améliorent la vie de la population. Nous réorienterons les emplois vers des secteurs socialement bénéfiques qui soutiennent la vie et développerons des systèmes équitables et résilients pour le logement, l'alimentation, l'eau et l'énergie, entre autres. Nous savons que justice sociale et protection de l'environnement sont indissociables. Une économie respectueuse de l'environnement et planifiée démocratiquement restaurera les écosystèmes et créera des emplois et des services pour répondre à nos besoins sociaux grâce à un travail digne, ce qui est impossible dans l'anarchie du capitalisme de libre marché.

En plaçant les personnes travailleuses, les communautés et les terres au-dessus du profit, nous veillerons à respecter simultanément les droits des peuples autochtones, des travailleuses et des travailleurs et de l'environnement.

Énergie : alimenter notre avenir collectif

Trop de sources d'énergie au Canada reposent encore sur les combustibles fossiles, au profit des entreprises privées et au détriment de notre santé et de celle de la planète.

Transition énergétique publique :

- Mettre fin aux subventions pour l'exploitation du pétrole et du gaz.

- Arrêter les nouveaux projets d'exploitation des sables bitumineux et mettre rapidement fin aux projets existants.
- Élargir le réseau électrique pour soutenir les véhicules électriques dans les villes et les zones rurales.

Transition énergétique publique (suite) :

- Éliminer progressivement les réacteurs nucléaires alimentés à l'uranium.
- Mettre rapidement fin au crédit accordé aux industries d'extraction des ressources et des combustibles fossiles.

Créer des sources d'énergie durables à faible émission de carbone :

- Investir dans la recherche et le développement et garantir une énergie 100 % publique, renouvelable et durable (par exemple, hydroélectrique, éolienne, solaire, marémotrice ou géothermique), et impliquer la main d'œuvre du secteur de l'énergie, les peuples autochtones et les communautés locales dans la prise de décision.
- Créer des batteries de stockage pour les foyers et les communautés afin de fournir des réserves pour les sources d'énergie intermittentes.
- Investir dans la recherche et le développement de nouvelles sources d'énergie durables.

Programme d'emplois verts :

- Offrir une reconversion et un emploi stable aux personnes qui quittent les industries des combustibles fossiles, avec des salaires et des conditions de travail égales ou supérieures.
- Garantir des emplois dans la restauration écologique, les infrastructures d'énergie renouvelable, le développement des transports en commun et les projets d'adaptation aux changements climatiques.

Donner la priorité à l'efficacité énergétique :

- Moderniser l'industrie et les bâtiments pour améliorer leur efficacité énergétique.
- Abandonner progressivement les activités nocives et énergivores qui, sous le capitalisme, fonctionnent uniquement à des fins lucratives, comme la production de GNL ou le minage de cryptomonnaies.

- Réorienter la planification vers des logements écoénergétiques et des transports publics électriques afin de réduire l'étalement urbain et l'utilisation des véhicules particuliers, de réduire la demande énergétique et de privilégier l'usage social plutôt que le profit.

Donner la priorité à l'efficacité énergétique (suite) :

- Transférer la capacité de production et de stockage d'énergie vers des options écologiquement durables, le plus rapidement possible, afin de répondre aux besoins sociaux et technologiques tout en s'adaptant à l'urgence climatique.

Supprimer les droits de douane de 100 % sur les véhicules électriques chinois :

- L'accès à des véhicules électriques écologiques à un coût abordable est essentiel à la transition climatique.

Lutter contre le racisme environnemental et garantir la justice environnementale :

- Les communautés autochtones, noires et racialisées sont disproportionnellement et systématiquement plus exposées aux risques et aux préjudices environnementaux liés à la production industrielle. Bien que le projet de loi C-226 reconnaisse ce problème, un nouveau projet de loi doit être présenté, qui comprend des mécanismes d'application et des mesures de responsabilisation pour garantir une véritable justice environnementale.

Protection de l'environnement et agriculture pérenne :

Nos systèmes agricoles et de distribution alimentaire doivent être repensés afin de soutenir les exploitations agricoles locales, de garantir des salaires décents aux agriculteurs et agricultrices, de privilégier l'agriculture locale aux importations à forte intensité de carbone, et de privilégier les méthodes agricoles durables. Les aliments doivent être produits pour la consommation et non gaspillés afin d'instaurer une pénurie artificielle et les prix élevés qui en résultent, comme c'est le cas avec la production capitaliste.

Interdire les produits chimiques nocifs :

- Éliminer progressivement les pesticides, les hormones et les additifs toxiques.
- Supprimer les plastiques à usage unique dans les emballages alimentaires.

Mettre fin à l'accaparement des terres par les entreprises :

- Interdire la spéculation sur les terres agricoles et soutenir les initiatives coopératives, autochtones et agricoles à petite échelle.

Céréales et sécurité alimentaire :

- Créer une coopérative nationale pour gérer les réserves de céréales.
- Développer des cultures plus résilientes au climat.
- Rétablir la Commission canadienne du blé en tant que coopérative afin de briser les monopoles de l'agro-industrie et de redonner le contrôle démocratique aux productrices et aux producteurs.

Agriculture et systèmes alimentaires durables :

- Produire des aliments et élever des animaux localement, lorsque cela est possible et de manière durable, afin de répondre à une grande variété de besoins culturels et alimentaires.
- Utiliser la rotation des cultures, l'agriculture verticale et d'autres méthodes pour obtenir de bons rendements avec un recours minimal, voire nul, aux engrais et pesticides à forte intensité carbone.
- Produire des semences et des équipements en libre accès pour surmonter les coûts exorbitants liés aux droits de propriété intellectuelle sous le capitalisme.

Services essentiels universels : comment satisfaire nos *besoins communs*

À maintes reprises, on nous a dit que l'investissement dans la croissance économique a priorité sur les services sociaux. En réalité, le constat est clair : ignorer les besoins essentiels des citoyennes et des citoyens est un frein empêchant l'économie de croître. L'itinérance, le crime, le chômage et les maladies chroniques engendrent un coût social et économique considérable. Une croissance économique durable n'est possible que si les citoyennes et les citoyens sont bien éduqués, en santé et en sécurité. Investir dans l'infrastructure sociale et répondre à nos besoins communs nous permet non seulement de sortir les travailleuses et les travailleurs de la pauvreté, mais aussi de créer la fondation d'une cohésion sociale forte et d'une prospérité commune.

Nous avons tous les mêmes besoins : d'un logement, de nourriture, de soins de santé, d'énergie, d'eau, d'éducation, de transports, de communications et d'information, et de loisirs. Nous proposons de garantir ces besoins comme des droits et de les l'offrir à travers un système de Services Essentiels Universels (SEU). Ce système permettrait de garantir leur disponibilité et leur accessibilité à toustes, peu importe leur revenu.

Un système de Services Essentiels Universels permettrait d'éliminer la stigmatisation sociale et l'exclusion sous critères de revenus. Bien au contraire, cela permet de renforcer la cohésion sociale puisque le succès de ce système dépend du bien commun de tous. De plus, un système SEU permettrait d'accélérer le progrès des objectifs climatiques et environnementaux en déplaçant les services essentiels du secteur privé à but lucratif vers le secteur public. Les services essentiels seront dirigés et développés avec une perspective écologique.

Un logement pour tous :

En vertu du droit canadien et du droit international, l'accès à un logement adéquat est un droit humain. Malgré cela, notre besoin fondamental d'un toit a été transformé en un moyen d'exploitation financière, créant une grave crise du logement qui rend les logements inabordables et rares. Partout au pays, des dizaines de milliers de Canadiennes et de Canadiens vivent sans logement, tandis que des millions d'autres paient des loyers abusifs qui dépassent leurs moyens. Si le logement est un droit, pourquoi les gouvernements successifs ont-ils élaboré des politiques et des lois, voire des mesures incitatives, qui permettent aux propriétaires immobiliers de dominer le marché du logement? Il est temps que le gouvernement passe à l'action, comprenne la gravité de cette crise et prenne des mesures pour rendre le logement abordable.

Le gouvernement doit déclarer l'état d'urgence en matière de logement pour se donner le pouvoir de garantir que le logement serve l'intérêt public plutôt que la maximisation des profits. Notre impératif est de construire un secteur du logement non marchand, en pleine croissance, permanent et répondant à des normes minimales en matière d'accessibilité et de qualité. L'objectif est de faire en sorte que les logements soient gérés par les personnes qui y vivent et les entretiennent.

Dans un premier temps, notre stratégie en matière de logement va cibler les fiducies de placement immobilier (FPI), qui ont créé une crise artificielle du logement et occupent une part toujours plus importante du marché locatif. Elles contrôlent plus de 200 000 logements dans tout le pays, soit environ 20 à 30 % de tous les logements locatifs (construits pour être loués). Les FPI augmentent constamment les loyers et les frais des locataires, en raison de leur responsabilité fiduciaire de maximiser les rendements, et bénéficient d'incitations fiscales qui les exemptent de l'impôt sur les sociétés si les bénéfices sont distribués aux investisseurs.

Convertir des propriétés appartenant aux FPI en coopératives d’habitation :

- Déclarer l’état d’urgence national afin de retirer les propriétaires corporatifs du marché de location et de convertir des propriétés FPI en coopératives.
- Garantir aux locataires actuels un droit de premier refus sur l’adhésion de leur résidence à la coopérative.

Révolution du logement social :

- Construire chaque année 100 000 logements sociaux et de coopératives avec un objectif initial de fournir du logement aux populations les plus vulnérables telles que les personnes itinérantes, les survivants et survivantes de violence familiale, les personnes en situation de handicap et les étudiantes et étudiants.
- Planifier un logement avec une approche communautaire permettant aux résidentes et résidents d'accéder à l'emploi, l'éducation, aux services de santé, avec une proximité de services et une accessibilité permettant de marcher ou de prendre le vélo. La voiture devient donc optionnelle et non une nécessité.

Révolution du logement social (suite) :

- Acquérir et moderniser à l'aide de titres de longue date, construire de la capacité à l'aide de Corporations de modernisations contrôlées par des syndicats. Des cliniques d'assistance technique permettraient aux propriétaires occupant·es d'éviter tout problème.
- Que le logement soit garanti comme droit humain et non un bien spéculatif.
- Les communautés de logements coopératifs deviendraient fondamentales et permettraient la protection des logements contre la privatisation.

Établir un tribunal du logement abordable:

- Afin de réduire les augmentations de loyer et de protéger les locataires, des tribunaux du logements seraient établis – ce qui existe déjà au Québec. Le loyer serait ajusté selon des barèmes maintenant le prix du loyer inférieur au tiers des revenus du foyer.
- Interdire les expulsions sans motif valable.
- Mettre en œuvre un gel national des loyers.
- Garantir l'accès à des services juridiques gratuits aux locataires.

Programmes de refinancement obligatoires :

- Ce programme permettrait aux propriétaires en situation de détresse financière qui en font la demande d'accéder à des services de radiation de dette.

Éducation gratuite :

L'éducation doit être gratuite, accessible et orientée vers le bien public, la quête du savoir, l'épanouissement personnel et le bien-être de la société.

Éducation gratuite :

- Supprimer les frais de scolarité pour l'enseignement supérieur et la formation professionnelle.
- Supprimer la dette étudiante.
- Augmenter le financement fédéral des universités afin d'éviter et d'interdire l'ingérence des dons privés dans la recherche et ses effets sur le corps enseignant.

Accessibilité dans les écoles :

- Les enfants doivent bénéficier des soutiens nécessaires à leur participation et leur pleine intégration dans les classes.
- Garantir l'accessibilité à toustes permet également aux personnes qui vivent une situation de handicap de travailler comme enseignantes et enseignants, membres du personnel, consultantes et consultants, et comme conférencières et conférenciers.

Soutenir l'éducation autochtone et multilingue :

- Veiller à ce que chaque communauté ait accès à des programmes d'apprentissage multilingues et adaptés à sa culture.

Apprentissage précoce universel :

- Développer l'éducation préscolaire financée par les pouvoirs publics.

Tenir la police à l'écart des écoles publiques :

- Supprimer les programmes de Policiers scolaires qui perpétuent la discrimination systémique et rendent les élèves moins en sécurité, moins bien accueilli·es et moins impliqué·es dans leur apprentissage.

Mettre fin à la militarisation des écoles :

- Tenir l'armée et le ministère de la Défense nationale à l'écart des écoles et mettre fin aux programmes coopératifs de l'armée dans les écoles secondaires.

Mettre fin aux collaborations des universités avec l'armée et couper les liens avec le complexe industriel des armes nucléaires :

- Les universités canadiennes sont de plus en plus impliquées dans le complexe militaro-industriel, détournant la recherche du bien public pour la mettre au service de l'industrie de l'armement et de la guerre.
- Les universités devraient être des lieux où les étudiantes et les étudiants peuvent s'épanouir, apprendre et acquérir les compétences nécessaires pour rendre le monde meilleur. Elles doivent mettre fin à leurs relations avec l'armée et le complexe militaro-industriel et nucléaire.

Systèmes de santé et d'aide sociale :

Notre système de santé souffre d'un sous-financement chronique et se détériore, tandis que les soins de santé privés gagnent du terrain dans tout le pays.

Soins universels :

- Mettre en place des systèmes nationaux publics de garde d'enfants, de soins aux personnes âgées et d'aide à la vie autonome afin de fournir des soins abordables et de qualité dans tout le pays, et permettre ainsi aux adultes qui vivent avec un handicap de voir leurs besoins satisfaits et de vivre de manière aussi autonome que possible.
- Intégrer les actifs de santé privatisés dans le système de santé public afin d'inverser définitivement la privatisation.

Étendre la couverture médicale universelle :

- Couvrir les soins dentaires, ophtalmologiques, auditifs, de santé mentale, les appareils d'aide à la vie quotidienne et les médicaments sur ordonnance, y compris la contraception, dans le cadre du système de santé public.
- Considérer la consommation de drogues, la toxicomanie et la crise des drogues toxiques comme un problème de santé publique et non comme une infraction pénale. Nous soutiendrons les mesures de réduction des risques, telles que l'approvisionnement sûr et les lieux de consommation sûrs, afin d'éliminer l'approvisionnement en drogues toxiques, de prévenir les décès et de mettre les consommateurs de drogues en relation avec des services de traitement et de soutien.
- Augmenter le nombre de médecins, d'infirmières et autres professionnel·les de la santé, notamment en rationalisant l'accréditation des professionnel·les de la santé formé·es à l'étranger qui possèdent des qualifications équivalentes.

Élargir et augmenter la Prestation canadienne pour personnes en situation de handicap :

- Élargir l'admissibilité au-delà du cadre actuel du Crédit d'impôt pour personnes handicapées (CIPH) afin d'adopter des critères d'admissibilité plus inclusifs, conformes à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées (CDPH).
- Augmenter considérablement le montant maximal de la prestation.
- Éliminer la pratique de récupération et veiller à ce que la prestation soit versée en plus de l'aide sociale provinciale existante, et non déduite de celle-ci.

Prolonger la durée et augmenter la rémunération du congé parental :

- Prolonger le congé payé pour les parents jusqu'à trois ans.
- Augmenter le remplacement du salaire au-delà des 55 % actuels.

Sécurité alimentaire :

Il est inacceptable que tant de Canadiennes et de Canadiens aient du mal à se nourrir. Les banques alimentaires sont censées être des mesures d'urgence temporaires, mais des millions de personnes en dépendent chaque mois. Un Canada socialiste produira des aliments sains et abordables tout en respectant la terre et les personnes qui la travaillent.

Réseau public d'épiceries :

- Nationaliser les grandes chaînes d'épiceries selon un modèle coopératif à but non lucratif en fusionnant les chaînes existantes pour mettre fin à la pratique des prix abusifs, à la collusion sur les prix, afin de garantir aux Canadiennes et aux Canadiens vivant dans des déserts alimentaires l'accès à des aliments frais et de qualité à des prix abordables.

Restructurer le programme Nutrition Nord Canada :

- Ce programme fédéral subventionne les aliments périssables et nutritifs dans les communautés nordiques et autochtones, mais fonctionne par l'intermédiaire de détaillants privés, ce qui entraîne des prix élevés, un approvisionnement irrégulier et un manque de responsabilité. À la suite de l'examen externe en cours, notre programme verra à en soutenir les résultats afin de garantir la souveraineté et la sécurité alimentaires des communautés nordiques et autochtones.

Transports écologiques et accessibles :

Notre système de transport doit fonctionner en harmonie avec notre vision du logement : un système multimodal sûr, à faibles émissions de carbone, résilient et adaptable. Tout le monde mérite des modes de transport sûrs, accessibles, confortables et efficaces, et personne ne doit être laissé·e pour compte s'iel n'a pas les moyens, la capacité ou le désir d'utiliser une voiture particulière.

Plan national de transport climatique :

- Créer un plan national de transport climatique afin de développer les réseaux ferroviaires conventionnels, les trains à grande vitesse et les bus interurbains publics.
- Développer et intégrer rapidement les réseaux de transport public afin de réduire la dépendance à la voiture, la pollution urbaine et les émissions.
- Construire rapidement des communautés coopératives densifiées intégrées au plan national de transport dans une optique de durabilité sociale et économique.
- Toutes les zones commerciales des communautés nouvellement construites seront réservées à des entités coopératives et toutes les zones résidentielles devront adopter des modèles coopératifs de propriété. Cette approche permettra de créer des centres modernes d'activité socio-économique coopérative autour des principaux pôles de transport.
- Relier les communautés autochtones et rurales grâce à des liaisons de transport fiables et abordables.

Transports à faibles émissions de carbone :

- Créer des systèmes publics de partage de vélos électriques pour compléter la mobilité individuelle.
- Créer un système national public de partage de voitures proposant différents types de véhicules afin de réduire les embouteillages, l'impact environnemental et le coût prohibitif de la possession d'un véhicule privé.
- Subventionner les projets municipaux et provinciaux visant à créer des réseaux de trottoirs protégés, de pistes cyclables/voies de mobilité et de voies réservées aux transports en commun afin d'offrir un accès fiable et efficace pour presque tous les trajets.

Communications et information :

La connectivité numérique est devenue une exigence fondamentale de la vie moderne, façonnant notre façon d'apprendre, de travailler et de participer à la société. La technologie est donc devenue l'un des moyens d'action les plus importants, mais la propriété des infrastructures numériques, des plateformes et des entreprises est concentrée entre les mains d'un petit groupe d'élites entrepreneuriales, ce qui expose les Canadiennes et les Canadiens à la surveillance et à l'extraction de données, à la précarité de l'emploi et à la manipulation.

En démocratisant la technologie et en poursuivant une stratégie de souveraineté numérique, nous pouvons garantir que la technologie est utilisée pour le bien public et qu'elle respecte les droits humains plutôt que de les bafouer. Nous devons mettre en place des fournisseurs et des infrastructures publiques afin de garantir que nos données nous appartiennent, que nos réglementations sont applicables et que notre économie numérique répond aux besoins collectifs, et non aux monopoles capitalistes.

En incluant la connectivité numérique comme un service universel plutôt que comme une marchandise vendue aux prix du marché, la technologie sera évaluée en fonction de ses avantages sociaux et orientée vers le bien public plutôt que vers le profit privé. Notre plan envisage que les citoyennes et les citoyens, ainsi que les institutions, créent les technologies dont iels ont besoin pour les servir, au lieu de

répondre aux besoins en données des monopoles des grandes entreprises technologiques dans le cadre d'un échange inégal d'accès aux données.

Démocratiser la technologie :

- Mettre en place une infrastructure publique dédiée à l'IA et à la technologie, similaire à l'infrastructure physique, fondée sur des systèmes durables en matière de travail et d'environnement, afin de garantir à toutes les Canadiennes et à tous les Canadiens l'accès à une IA et à une technologie responsables, sans surveillance des géants technologiques ni de l'État.

Considérer les données comme un bien public :

- Les entreprises doivent restituer les données à une fiducie publique après une période déterminée, afin de les rendre accessibles à des fins de recherche et d'utilisation socialement bénéfiques.
- Considérer les données non pas comme une marchandise privée que les entreprises peuvent accumuler, mais comme une ressource publique gérée dans l'intérêt général, par exemple, au moyen de fiducies de données publiques et d'une réglementation stricte des intermédiaires de données.
- Appliquer les principes PCAP (propriété, contrôle, accès et possession) aux données autochtones et élaborer des principes de propriété collective similaires pour toutes les informations concernant les Canadiennes et les Canadiens afin de respecter la vie privée et les contrôles par les communautés.

Refonte de l'approche canadienne en matière d'élaboration des politiques numériques :

- Mettre fin à la pratique du gouvernement consistant à regrouper les politiques numériques dans des projets de loi tentaculaires en plusieurs parties, tels que le projet de loi C-63, la Loi sur les préjudices en ligne, et le projet de loi C-27. Nous préconisons l'adoption de lois ciblées et distinctes,

élaborées autour de questions clairement définies et répondant à une vision unifiée de la politique numérique.

Créer des assemblées populaires pour les politiques en matière d'IA et de technologie :

- Les travailleurs et les travailleuses, y compris les artistes et les professionnel·les de la création, les peuples autochtones et les expert·es en environnement, devraient faire partie des assemblées populaires afin de délibérer directement sur l'adoption, le rejet ou la refonte des technologies d'IA qui ont une incidence sur leur travail ou leur vie. Les artistes devraient avoir leur mot à dire dans les politiques qui ont une incidence sur le fonctionnement de leur secteur. Les technologies, y compris l'IA, doivent être déployées d'une manière durable sur le plan environnemental et dans le respect des droits des peuples autochtones.
- S'opposer à la *Loi sur l'intelligence artificielle et les données* (LIAD) précédemment proposée, qui était la première loi canadienne visant explicitement à réglementer l'IA. Elle est insuffisante et fait passer les intérêts du secteur privé avant les droits humains.
- Appeler à une gouvernance de l'IA qui donne la priorité aux droits humains plutôt qu'aux intérêts économiques.

Souveraineté numérique :

Intégrer les compétences et les connaissances numériques dans les programmes scolaires publics :

- Intégrer la connaissance des produits et services numériques et le développement des compétences numériques dans les programmes scolaires.
- Informer les citoyennes et les citoyens sur l'extractivisme des données et les encourager à devenir les créateurs et créatrices de leurs propres outils, plutôt que les utilisateurs et utilisatrices de logiciels prédéterminés.
- Reprendre le pouvoir de la création numérique et donner à la prochaine génération les moyens de relancer l'innovation numérique stagnante.

Propriété publique des infrastructures et technologies numériques :

- Investir dans la propriété publique des infrastructures numériques et faire passer l'intérêt public avant le profit privé.
- Investir dans des infrastructures infonuagiques (cloud) appartenant à l'État.

- Mettre en place des centres de données régionaux, ainsi que des développeuses, des développeurs et des industries locales afin de fournir des services et des équipements sur place.

Coopérer à l'échelle internationale :

- Prendre une position de leader dans la coordination mondiale contre la colonisation numérique.

Culture, loisirs et bien-être :

Pendant trop longtemps, l'élaboration des politiques canadiennes a été façonnée par un modèle qui accorde la priorité à la création de richesse privée, tandis que la culture, la communauté et le bien-être sont considérés comme des luxes, voire ignorés. Si les politiques efficaces doivent se concentrer sur les questions fondamentales telles que le logement, l'emploi, les soins de santé et la sécurité, elles ne suffisent pas à elles seules à garantir l'épanouissement et la liberté.

Cette plateforme reconnaît que l'art, la culture et les loisirs ne doivent pas être considérés comme des éléments secondaires, « si le budget le permet », mais comme réponses à des besoins humains fondamentaux. Une politique véritablement émancipatrice doit créer les conditions nécessaires à l'épanouissement psychologique, au sentiment d'appartenance et à la recherche d'un objectif collectif, et les reconnaître comme des sources de force et de résilience dans la société. Les services publics doivent aspirer à plus que la simple fonctionnalité; ils doivent cultiver la beauté, la célébration et l'inspiration dans la vie quotidienne.

Augmenter le financement public et le soutien à la radiodiffusion publique et aux actualités locales :

- Augmenter le financement de CBC/Radio-Canada et abolir les structures de primes.
- Accroître les initiatives journalistiques locales afin d'éradiquer les « déserts médiatiques ».
- Promouvoir l'autonomie culturelle en veillant à ce que les récits, les voix locales et diversifiées soient soutenues et accessibles, favorisant ainsi une citoyenneté éclairée.

- Encourager une programmation variée qui célèbre la diversité des perspectives et des communautés.

Engagement communautaire et accessibilité culturelle :

- Veiller à ce que la culture soit largement accessible et abordable pour toustes en accordant un financement public important aux centres culturels et aux festivals régionaux afin de garantir la participation culturelle dans les zones rurales.

Libérer les arts de la dépendance vis-à-vis des entreprises et de l'emprise bourgeoise :

- Augmenter le financement fédéral des institutions établies afin que les artistes et les institutions n'aient pas à dépendre de dons privés, qui peuvent les soumettre à la censure ou pratiquer le blanchiment par l'art.
- Augmenter le financement et améliorer les systèmes de subventions pour les artistes en facilitant leur accès.
- Augmenter le financement des institutions, notamment, mais sans s'y limiter :
    - Conseil des arts du Canada
    - Office national du film
    - Programme d'aide aux musées
    - Fonds d'investissement culturel du Canada
    - Fonds des espaces culturels du Canada
    - Programme d'indemnisation des expositions itinérantes du Canada.

Centres pour les jeunes et espaces publics :

- Financer les centres communautaires, les installations récréatives et les programmes artistiques afin de soutenir le développement des jeunes et leur engagement civique.

Soutenir les bibliothèques en tant qu'infrastructures essentielles pour les communautés :

Les bibliothèques constituent le plus grand réseau national d'espaces communautaires et de connaissances, mais elles sont de plus en plus surchargées, servant de centres de services sociaux et de centres de crise. La plupart des fonds provenant des municipalités, le gouvernement fédéral doit fournir les ressources dont les bibliothèques ont besoin pour relever les défis sociaux, économiques et culturels actuels.

Augmenter le financement fédéral :

- Faciliter l'accès au financement.
- Investir dans les bibliothèques rurales.
- Élargir l'offre des bibliothèques pour en faire des « espaces de création », dotés d'espaces et d'équipements dédiés aux artistes, notamment en augmentant les dépenses consacrées aux infrastructures, au personnel et à la technologie.

Renouveau Démocratique :

Droits des travailleuses et des travailleurs :

Le socialisme est construit par les travailleuses et les travailleurs ainsi que par les communautés qui contrôlent leurs propres lieux de travail et, par le biais de conseils élus démocratiquement, déterminent les priorités sociales et économiques. Un gouvernement socialiste garantirait un emploi socialement utile à toutes les personnes qui sont disposées et aptes à travailler, avec des salaires plus élevés, des semaines de travail plus courtes et une retraite standard à 55 ans.

Renforcement des droits du travail :

- Garantir l'accès aux syndicats, à la négociation sectorielle et à la démocratie sur le lieu de travail.

Assemblée nationale des travailleuses et des travailleurs :

- Convoquer une assemblée permanente de représentant·es élu·es des travailleuses et travailleurs pour orienter la politique nationale.

Conversions coopératives :

- Appliquer de manière stratégique des conversions coopératives obligatoires afin de résoudre les contraintes au progrès social imposées par les modèles commerciaux des entreprises.

Salaire minimum vital pour tous :

- Établir un salaire minimum vital national lié au coût réel de la vie.

Réduction du temps de travail :

- Réduire le temps de travail sans perte de salaire afin de partager le travail et d'améliorer la qualité de vie.

Parcours professionnels pour les jeunes :

- Développer les programmes d'apprentissage, de mentorat et de formation rémunérée.

Démocratie au sein du parti et réforme du NPD :

Nous instaurerons la démocratie à la base, la transparence et la participation active au sein du NPD.

Modifications à la constitution du NPD :

- Appuyer la démocratie économique, définie comme incluant le principe d'une décision prise à raison d'une personne, une voix, dans tous les secteurs de l'économie qui reposent sur la force de travail.
- Abolir l'esclavage salarial en mettant fin à la marchandisation de la main-d'œuvre.

Appeler le NPD à :

- S'engager à poursuivre l'éducation sur la démocratie économique dans le cadre d'un retour à nos racines militantes.
- Défendre les positions sur la restitution des terres, la réconciliation véritable et l'extension de la juridiction autochtone.
- Soutenir les peuples opprimés du monde entier qui luttent contre la domination impérialiste.
- Défendre la durabilité écologique et s'opposer aux combustibles fossiles et à la consommation sans fin.
- Réclamer davantage de temps consacré à la discussion des politiques et à la participation aux congrès hybrides du NPD.
- Faire en sorte que les associations de circonscription électorale soient démocratiques et autonomes, contrôlées uniquement par leurs membres.
- Protéger et étendre le droit de grève.
- Exiger que les politiques et les priorités adoptées soient contraignantes pour les élu·es ainsi que pour le personnel du parti en matière de mise en œuvre, et soutenir la possibilité de révoquer et de remplacer les dirigeant·es du NPD en cas de violation des principes du parti et de non-application des politiques et des priorités adoptées démocratiquement par le congrès ou le conseil fédéral.

Redynamiser un journal du NPD :

- Produire un journalisme cohérent, axé sur les travailleuses et les travailleurs, qui demande des comptes au pouvoir et informe le public.

Donner du pouvoir aux citoyennes et aux citoyens :

Sous le socialisme, le système parlementaire céderait la place à un gouvernement composé de conseils élus directement par les travailleuses et travailleurs ainsi que les opprimé·es, dont les délégué·es resteraient pleinement responsables et pourraient être révoqué·es à tout moment par celles et ceux qui les ont élu·es. Jusqu'à ce que le véritable pouvoir de la classe ouvrière soit acquis, nous lutterons pour réformer le système électoral afin de le rendre véritablement démocratique et de garantir une représentation équitable pour toustes.

La démocratie ne peut se réduire à voter toutes les quelques années. Elle doit être une pratique vivante où les travailleuses et les travailleurs ainsi que les opprimé·es façonnent activement les institutions qui les gouvernent. Nous appelons à renforcer le pouvoir politique par la base en élargissant la participation, en défendant les droits et en démantelant les structures obsolètes qui concentrent le pouvoir entre les mains d'une minorité.

Réforme électorale :

- Appeler à la création d'une Assemblée nationale des citoyennes et des citoyens composée de gens ordinaires de tout le Canada afin d'étudier la transition vers un système électoral mixte proportionnel.
- Appeler à l'inclusion dans la loi électorale d'élections de révocation fondées sur un processus démocratique.

Réforme constitutionnelle :

- Remplacer le Livre blanc sur le multiculturalisme de 1969 par un nouveau texte contraignant qui traite des droits et responsabilités collectives et garantit l'égalité des droits pour toustes.

Participation politique :

- Soutenir l'augmentation du soutien matériel aux organisations qui encouragent les discussions et les activités politiques.

Droits des minorités :

- Adopter une approche intersectionnelle de la politique qui intègre la classe, l'ethnie, le sexe et d'autres caractéristiques identitaires fondamentales.

- Soutenir la lutte contre le racisme, le sexisme, le capacitisme, l'homophobie et la transphobie.

Droits des minorités (suite):

- Rejeter l'ethnonationalisme.
- Soutenir l'autodétermination du Québec.

Droit de manifester et liberté d'association :

- Protéger les droits de manifestation garantis par la Charte canadienne des droits et libertés.
- Soutenir l'extension de la liberté d'association à l'ensemble des groupes plutôt qu'aux seuls droits individuels.
- Mettre fin aux règlements municipaux sur les zones tampons. Manifester est un droit garanti par la Charte et n'est pas limité par le lieu.
- Interdire la surveillance systématique des manifestant·es; manifester ne devrait pas faire des citoyennes et des citoyens une menace pour la sécurité.

Liberté d'expression et liberté académique :

- Interdire les lois qui empêchent la participation politique, y compris les boycotts, des travailleuses et des travailleurs du secteur public.
- Appeler à la liberté académique, à la liberté d'expression et à la recherche critique dans les collèges et universités canadiennes.

Transparence gouvernementale :

- Mettre en œuvre une politique de déclassification automatique des documents après 15 ans, avec des procédures de prolongation s'il existe des motifs raisonnables.

Mettre fin à l'influence des entreprises :

- Interdire les dons des entreprises et leur influence sur les politiques publiques par le biais du lobbying.

Démocratie numérique :

- Utiliser des plateformes numériques sécurisées pour permettre aux citoyennes et aux citoyens de participer directement aux débats politiques et à la prise de décision.

Abolir le Sénat :

- Cet « organe de réflexion » non élu a souvent été utilisé pour étouffer le choix démocratique au Canada. Il faut l'abolir.

Abolir la monarchie :

- Cette institution féodale archaïque conserve le « consentement royal » sur la législation, limitant la souveraineté canadienne à un privilège héréditaire plutôt qu'à la volonté des travailleuses, des travailleurs ainsi que des personnes opprimées. Les sondages montrant que la plupart des Canadiennes et Canadiens sont favorables à l'abandon de cette institution coloniale, nous exigeons que la question soit soumise directement à la population au moyen d'un référendum national.

Justice, égalité *et* anticolonialisme

Justice pour les personnes migrantes :

Les personnes immigrantes sans papiers fuient leurs pays d'origine et s'installent au Canada en raison des troubles persistants qui découlent du colonialisme, du capitalisme et de l'extractivisme occidentaux, dont le Canada est un acteur. Alors que le Canada veille à préserver un monde dans lequel les entreprises peuvent accumuler du capital, il n'en fait pas autant pour les personnes que ce même monde opprime et prive de sécurité.

Toute personne en quête de sécurité mérite un accès équitable aux procédures d'immigration, l'application régulière de la loi et la justice. Les politiques qui présentent les personnes réfugiées comme une menace, restreignent leurs droits ou compromettent leur protection mettent des vies en danger et enfreignent les principes de justice naturelle. Le Canada doit accueillir et protéger celles et ceux qui en ont besoin.

Justice pour les travailleuses et les travailleurs migrants :

- veiller à l'application des règlements provinciaux et territoriaux en matière de normes d'emploi au profit des travailleuses et travailleurs participant au Programme des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires (PTET);
- élaborer un plan visant à mettre fin au permis de travail fermé lié à l'employeur et promouvoir plutôt les permis de travail ouverts offrant une voie vers la résidence permanente et la citoyenneté pour toustes, y compris pour les personnes relevant du PTET et les étudiantes et étudiants internationaux;
- garantir des protections aux travailleuses et aux travailleurs, notamment en matière de soins de santé, de droits du travail, de droits syndicaux, d'assurance-emploi, d'aide sociale, etc.
- mettre en place un salaire minimum vital national lié au coût réel de la vie.

Justice pour les étudiantes et étudiants étrangers :

- Collaborer avec les provinces pour réduire et plafonner les frais de scolarité des étudiantes et étudiants étrangers, et réglementer les augmentations

annuelles des frais, comme on le fait pour les frais de scolarité des étudiantes et étudiants canadiens;

Justice pour les étudiantes et étudiants étrangers (suite):

- collaborer avec les provinces pour réglementer la prolifération des collèges privés;
- collaborer avec les provinces pour réglementer le recours aux agents de recrutement et investir dans un contrôle et une application plus rigoureuse afin de protéger les étudiantes et étudiants étrangers contre l'extorsion.

Justice pour les personnes réfugiées :

- décréter un moratoire sur les expulsions et les détentions;
- s'opposer au projet de loi C-2, présenté de façon trompeuse comme une « Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière »; il s'agit d'une loi anti-vie privée, anti-migrant·es et anti-réfugié·es;
- se retirer de l'Entente sur les tiers pays sûrs;
- simplifier et accélérer le programme d'accueil des personnes réfugiées de Gaza en l'alignant sur celui destiné aux personnes fuyant l'Ukraine.

Justice sociale :

Le capitalisme perpétue les hiérarchies sociales et repose sur une oppression systémique. L'exploitation, la discrimination et la marginalisation, qu'elles soient fondées sur la classe sociale, l'ethnie, le sexe, la sexualité, la religion ou le handicap, sont des luttes interreliées, et non distinctes. La véritable libération sera atteinte lorsque toutes les communautés seront libres. Notre campagne est une campagne militante visant la justice et l'égalité pour toustes.

Justice pour les femmes et les personnes 2ELGBTQIA+ :

- investir dans la mise en place de mesures pour garantir l'égalité économique et sociale des femmes, des personnes queer, homosexuelles et trans, ainsi que de tous les peuples historiquement opprimés;
- protéger et améliorer le contenu féministe et 2ELGBTQIA+ dans le système éducatif;

- rétablir et augmenter le financement des programmes, actuellement temporaires, en faveur des femmes et de l'égalité des sexes pour en faire un poste de financement stable et à long terme;

Justice pour les personnes opprimées en raison de leur ethnicité :

- réparer les préjudices causés par l'oppression raciste historique des minorités noire, chinoise, autochtone et autres;
- résister aux groupes et aux activités fascistes, qui constituent la dernière ligne de défense du capitalisme et une menace meurtrière pour les personnes travailleuses et les peuples opprimés.

Anticolonialisme et restitution des terres :

L'anticolonialisme est l'impératif moral fondamental qui constitue la base du mouvement socialiste international. Même la classe ouvrière et les peuples et personnes opprimées dans les États coloniaux du Nord bénéficient matériellement et injustement du vol de la main-d'œuvre et des ressources du Sud. L'exploitation des peuples autochtones dans le Sud global va de pair avec l'exploitation des peuples autochtones au Canada. L'État canadien est fondé sur le colonialisme, dont le démantèlement doit constituer la première étape du chemin menant vers le socialisme - vers la propriété publique, le contrôle des entreprises par les personnes travailleuses et la redistribution des richesses.

L'esprit colonial perdure aujourd'hui et c'est ce qui normalise aussi bien la violence exercée par la GRC contre les personnes défenseuses des terres du peuple Wet'suwet'en que l'armement de l'armée israélienne pour opérer le déplacement forcé du peuple palestinien. La mise en place du socialisme au Canada passe donc par une restitution importante de terres, de richesses et de biens aux peuples autochtones. La restitution est un élément essentiel d'une transition post-capitaliste et, par conséquent, une priorité non négociable.

Le système actuel des titres autochtones et des terres cédées en fief simple reste ancré dans les doctrines racistes de la découverte et de la terra nullius, en vertu desquelles les peuples autochtones sont traités comme des sujets et non comme des nations souveraines égales en droit. Il faut reconnaître le titre ancestral des

terres autochtones et soutenir de véritables relations de nation à nation, fondées sur le respect mutuel et l'égalité. Une telle démarche implique la mise en place de modèles de gouvernance qui permettent aux nations autochtones de déterminer elles-mêmes leurs structures politiques et le délaissement des cadres paternalistes qui dominent depuis trop longtemps. Une véritable réconciliation exige de reconnaître la souveraineté autochtone comme un droit inhérent antérieur aux impositions coloniales.

Restitution des terres et souveraineté sur les ressources :

- mettre en œuvre une politique de restitution des terres : restitution importante de terres volées aux peuples autochtones;
- mener les négociations foncières avec les gouvernements traditionnels et non avec les conseils de bande, qui sont des institutions coloniales;
- au lieu du consentement préalable, libre et éclairé (CPLÉ), instaurer un moratoire sur tout développement sur les terres volées jusqu'à ce que les négociations sur les droits fonciers soient terminées.

Traités et autonomie gouvernementale :

- s'opposer à toute politique visant à contraindre les peuples autochtones à renoncer à leurs droits en échange d'avantages et privilégier l'obtention de leur consentement plutôt que leur simple participation à la consultation.
- Remplacer les Lois constitutionnelles de 1867 et de 1982 et créer une assemblée afin de rédiger une nouvelle constitution fondée sur les traités. Permettre aux peuples autochtones, par un exercice de leur droit à l'autodétermination, d'adopter des constitutions qui remplaceraient la Loi sur les Indiens.
- Adopter et respecter pleinement, sans la diluer, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) (la DNUDPA de 2021 ne suffit pas).

Réforme du système judiciaire et des services de police :

- revaloriser les modèles judiciaires des peuples autochtones, tels que la justice réparatrice et les tribunaux de paix;
- exiger la mise en œuvre intégrale, sous le contrôle indépendant des peuples autochtones, des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;
- supprimer le financement des systèmes d'oppression et réorienter les ressources vers d'autres domaines que la police et les prisons.

Justice sociale et économique :

- mettre fin à la surreprésentation systématique et flagrante d'enfants des Autochtones dans les familles d'accueil (projet de loi C-92) et transférer la protection de l'enfance sous le contrôle des peuples autochtones;
- faire en sorte que le financement des infrastructures se fasse par le biais d'une ou de plusieurs banques contrôlées par les peuples autochtones;
- mettre en œuvre des réparations par le biais d'un impôt sur la fortune des entreprises qui tirent profit des terres volées depuis 1867 (par exemple, la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada (CN) , les entreprises d'exploitation des ressources);
- mettre pleinement en œuvre le Plan d'action national sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Éducation et renaissance culturelle :

- la vérité avant la réconciliation : le discours du Canada sur la réconciliation est dépourvu de tout changement structurel;
- le leadership autochtone en matière d'éducation : donner aux communautés autochtones le plein contrôle sur leur système éducatif, y compris la revitalisation des langues. Évaluer l'éducation colonisée et soutenir les systèmes de connaissances des peuples autochtones;

- décoloniser l'éducation en abolissant les programmes scolaires coloniaux et donner à tous les enfants autochtones l'accès à l'éducation dans des écoles contrôlées par les Autochtones;
- intégrer l'apprentissage basé sur la terre pour les élèves non autochtones (par exemple, les traités, les pensionnats);
- ajouter l'enseignement, dispensé par les peuples autochtones, de l'histoire et des actes génocidaires du Canada, aux programmes scolaires. Créer un groupe de travail composé de membres des peuples autochtones, d'universitaires et d'associations de militance locales pour définir la refonte des programmes scolaires;
- lutter contre le déni des pensionnats et des hôpitaux indiens;
- garantir un financement suffisant et cohérent pour les communautés autochtones, contrôlé par ces communautés, afin de soutenir les efforts de revitalisation linguistique.

Mettre fin aux politiques coloniales du Canada :

- mettre fin à l'approche actuelle qui consiste à éviter la restitution par une réconciliation fondée sur le statu quo;
- exiger la libération immédiate de toutes les personnes prisonnières politiques autochtones qui ont été emprisonnées pour avoir défendu leurs terres.

Limiter le pouvoir de l'État capitaliste :

Nous luttons pour un avenir socialiste permettant aux personnes travailleuses et aux personnes opprimées de détenir un réel pouvoir politique, un avenir où l'État capitaliste répressif au service d'une minorité est remplacé par des institutions démocratiques contrôlées par le peuple et responsables devant lui. Jusqu'à ce que cette transformation soit réalisée, nous faisons pression pour la satisfaction immédiate des revendications liées à la défense des droits et des intérêts des personnes exploitées et marginalisées sous le capitalisme.

Les instruments de l'État — les agences de sécurité, la police, les prisons, l'armée et les bureaucraties — sont utilisés pour maintenir et promouvoir les intérêts impérialistes, coloniaux et capitalistes tout en assujettissant la population. L'intimidation, la violence, l'emploi de la force, l'atteinte à la vie privée et autres moyens de pouvoir asymétriques sont utilisés pour maintenir le statu quo et faire respecter l'ordre.

Réduire les pouvoirs de la police, des services de renseignement et des agences de sécurité :

- réduire le budget de la police et mettre fin à la militarisation de la police afin de démanteler la culture policière d'impunité profondément enracinée au Canada;
- modifier la législation régissant le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) pour le soumettre aux mêmes exigences en matière d'application régulière de la loi que les services de police;
- réduire le financement d'institutions comme l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), le SCRS et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST), qui sont les exécutants nationaux du colonialisme et des régimes frontaliers impériaux, qui répriment la dissidence, et mènent des activités de surveillance extraterritoriale;
- adopter des lois interdisant au gouvernement ou à l'État de recourir à la surveillance commerciale sans obtenir au préalable un mandat, comme le mandat de perquisition;

Réduire les pouvoirs de la police, des services de renseignement et des agences de sécurité (suite):

- reconnaître l'histoire de la colonisation, de l'esclavage, de l'exclusion et du racisme au Canada, la création et le déploiement passés de forces policières pour faire respecter l'ordre des colons blancs, et le fait que cette histoire sous-tend directement les réalités actuelles d'injustice raciale et les décès disproportionnés subis par les personnes racisées et marginalisées aux mains de la police;
- mettre fin à l'usage excessif de la force et à l'utilisation injustifiée d'armes non létales;
- réorienter les fonds vers les travailleuses et travailleurs sociaux et les autres services sociaux, car la police n'est pas la bonne réponse au nombre croissant d'appels au 911 liés à des problèmes sociaux;
- imposer des limites strictes et surveiller étroitement l'emploi généralisé et abusif des outils d'intelligence artificielle, du maintien de l'ordre prédictif et des technologies de surveillance par les agences de sécurité canadiennes.

Lutter contre la désinformation et la mésinformation de l'État :

- supprimer la liste des organisations terroristes et la loi antiterroriste;
- revoir et modifier le langage et les protocoles diplomatiques pour éviter les catégories des États ennemis ou malveillants;
- mettre fin aux campagnes publiques de désinformation sur les groupes marginalisés au sein du pays;
- lutter contre le racisme et la discrimination anti-chinoise dans la politique et les médias canadiens.

Arrêter de faire du Canada un État surveillant :

- s'opposer au projet de loi C-2 du gouvernement Carney, au titre trompeur de « Loi visant une sécurité rigoureuse à la frontière », qui accorde à la police et aux agences de renseignement des pouvoirs excessifs sans justification, ainsi que des capacités de surveillance nationale démesurées;
- s'opposer aux accords et aux protocoles de partage de données avec des autorités étrangères qui présentent un risque sérieux d'empiéter sur les droits constitutionnels et les droits humains et qui compromettent les garanties en matière de droits humains, comme le deuxième protocole additionnel à la Convention de Budapest et le CLOUD Act.
- appeler à un moratoire sur la technologie de reconnaissance faciale utilisée par la police et les services de sécurité.

Paix, solidarité *et* anti-impérialisme

Les Canadiennes et les Canadiens sont aujourd'hui confronté·es à des incendies de forêt qui détruisent des communautés, à un système de santé publique en ruine et à une crise croissante de l'accessibilité financière. Face à ces urgences, on nous dit que nos plus grandes menaces viennent de la Russie et de la Chine. Or, les fonds publics sont de plus en plus détournés des programmes sociaux vers l'expansion militaire, le gouvernement considérant la « sécurité » uniquement à l'aune de la sécurité nationale et de la préparation à la guerre. Au lieu de proposer une vision de rechange progressiste, la direction actuelle du NPD a abandonné son engagement verbal historique en faveur de la paix et de la retenue, reprenant les discours bellicistes et promettant de rester fidèle à l'OTAN, à l'empire américain et à la militarisation soutenue de la société canadienne.

Notre programme s'oppose à la guerre impérialiste et demande le retrait du Canada de l'OTAN et la fin de la complicité du Canada dans le génocide perpétré par Israël à Gaza. Nous soutenons toutes les luttes pour la libération des peuples opprimés et exploités des ravages de l'impérialisme capitaliste. Au lieu de soutenir le militarisme et l'oppression, un Canada socialiste favoriserait le commerce équitable, la diplomatie et la coopération mondiale fondées sur la paix et une véritable solidarité.

Mettre fin au soutien du Canada du génocide en Palestine :

- interdire toute vente d'armes à Israël;
- révoquer le statut d'organisme de bienfaisance des groupes qui financent le nettoyage ethnique. Ottawa autorise les organismes de bienfaisance enregistrés à enfreindre les règles de l'Agence de revenu du Canada (ARC) en utilisant des dons déductibles d'impôt pour financer l'armée israélienne, des organisations racistes et les colonies en Cisjordanie;
- abolir la « liste des organisations terroristes », qui est un outil politique arbitraire anti-palestinien accordant au gouvernement le pouvoir d'interdire une organisation sans respecter l'application régulière de la loi

ni les règles relatives au fardeau de la preuve; elle est utilisée pour soutenir l'impérialisme et porter atteinte à la liberté d'association et d'expression;
- appliquer la Loi sur l'enrôlement à l'étranger et empêcher les Canadiennes et les Canadiens de s'enrôler dans l'armée israélienne;

Mettre fin au soutien du Canada du génocide en Palestine (suite) :

- rejeter la définition anti-palestinienne de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA), qui est une définition abusivement large utilisée comme outil politique pour réduire au silence ou marginaliser ceux qui critiquent Israël et la dépossession des Palestiniennes et des Palestiniens et qui soutiennent le mouvement Boycottage-Désinvestissement-Sanctions (BDS) mené par la société civile palestinienne;
- rejeter les règlements municipaux sur les « zones tampons », car ils criminalisent la solidarité et constituent une restriction inconstitutionnelle du droit de manifester lié à la liberté de réunion;
- cesser de promouvoir le génocide par le biais d'un envoyé spécial pour la préservation de la mémoire de l'Holocauste et la lutte contre l'antisémitisme; il s'agit d'un mandat financé par le gouvernement, dont la titulaire a utilisé sa position de diverses manières pour soutenir le génocide et soustraire les partisanes et partisans du génocide aux critiques ou aux enquêtes;
- abroger l'accord de libre-échange avec Israël. D'une valeur de près de 2 milliards de dollars en 2021, cet accord permet l'importation de produits provenant des colonies illégales en Cisjordanie en franchise de droits, contribuant ainsi à financer l'expansion coloniale, en violation des obligations du Canada en vertu du droit international;
- mettre fin à l'opération Proteus : un programme militaire canadien qui coûte des centaines de millions de dollars pour former, équiper et soutenir les forces de l'Autorité palestinienne (AP) qui sont utilisées pour réprimer violemment l'opposition et la résistance palestiniennes;
- poursuivre les citoyennes et les citoyens canadiens qui ont combattu à Gaza en vertu de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre.

Les militaires israéliens de retour au pays constituent une menace potentielle pour la sécurité publique et se rendent volontairement complices du génocide;
- cesser la diabolisation du Hamas et des autres groupes impliqués dans la lutte armée contre l'occupation israélienne, car la résistance armée est juridiquement fondée et justifiée en contexte d'occupation;

Mettre fin au soutien du Canada du génocide en Palestine (suite) :

- respecter le droit international et soutenir le droit à la résistance, y compris la résistance armée, en cas d'occupation et de génocide;
- défendre la souveraineté des Palestiniennes et des Palestiniens;
- soutenir le mouvement Boycottage, désinvestissement et sanctions (BDS).

Respecter le droit canadien et le droit international :

- respecter la Loi sur les licences d'exportation et d'importation : mettre fin aux exportations d'armes lorsqu'il existe un « risque substantiel » de violations des droits humains, comme c'est le cas pour les exportations vers Israël;
- en tant que signataire du Traité sur le commerce des armes des Nations unies, mettre immédiatement fin à tous les permis d'exportation d'armes à destination d'Israël en raison des violations des droits humains;
- se joindre en tant que signataire à la plainte déposée devant la CIJ par l'Afrique du Sud contre Israël pour crime de génocide;
- respect par le Canada de ses obligations en vertu de la Convention sur le génocide;
- soutenir l'appel lancé récemment par l'Irlande de recourir à la procédure du chapitre VII, qui permet de passer outre le veto américain au Conseil de sécurité, afin de mettre en place une intervention militaire internationale contre Israël;
- se retirer du Haiti Core Group (Groupe central sur Haïti);
- créer un poste de médiateur ayant le pouvoir de mettre un frein aux abus commis par les sociétés minières canadiennes à l'étranger.

Rompre avec l'OTAN :

- Entraver l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en sensibilisant le public à son histoire agressive et déstabilisatrice, notamment en Yougoslavie, en Afghanistan, en Libye, en Irak et en Syrie.
- Se retirer immédiatement de l'OTAN, car il s'agit d'une alliance militaire impérialiste offensive.
- Dissoudre le Comité parlementaire canadien de l'OTAN (CPCO), un lobby interne du complexe militaro-industriel au sein de l'appareil de l'État canadien et qui normalise un militarisme perpétuel.
- Promouvoir le démantèlement de l'OTAN.

Arrêter le projet de militarisation de Carney :

- Réduire le budget de la défense.
- Cesser le financement du régime ukrainien et empêcher l'entrée des troupes canadiennes en Ukraine. Le régime ukrainien agit comme un belligérant dans la guerre par procuration de l'Occident menée par les États-Unis, qui vise à épuiser un rival géopolitique. L'arrêt de tout soutien canadien (matériel, diplomatique, militaire) réduit la capacité d'un conflit qui sacrifie des vies pour les objectifs de l'OTAN.
- Cesser le financement des producteurs et distributeurs d'armes.
- Mettre fin aux projets de militarisation accrue de l'Arctique.
- Refuser de participer au projet Golden Dome.
- Rediriger le financement de l'industrie de l'armement vers d'autres industries non destructives.
- Examiner et freiner la militarisation et l'autonomisation de la GRC et des autres corps policiers au Canada.
- S'opposer à l'identité, au cadre et à l'appareil colonialistes britanniques qui persistent au Canada.

Fin des contrats militaires :

- Interrompre l'acquisition d'avions de combat F-35, de drones armés, d'équipements de surveillance aérienne, de véhicules blindés légers (VBL), de véhicules blindés de transport de troupes (VBT) et d'intelligence artificielle (IA) destinés à des applications militaires, ainsi que d'autres engins de guerre.

- Supprimer le soutien à la production et à la vente de navires de guerre.
- Supprimer les subventions, les rabais et les prêts accordés aux entreprises qui créent et vendent des articles à usage militaire.

Mettre en place une « taxe destructrice » :

- Pénaliser les principaux bénéficiaires de la guerre – les industries militaires et d'armement – afin de décourager les industries et activités militaristes et de financer une partie des coûts sociaux de leur destruction.

De la Lituanie aux Philippines, stoppons la machine de guerre canado-américaine :

- Dissolution immédiate de l'Accord de défense nord-américain (NORAD) et expulsion de toutes les bases militaires et installations de surveillance étrangères.
- Retrait du Five Eyes Intelligence Sharing Apparatus, une alliance de sécurité anglo-coloniale pour la guerre de l'information (Canada, États-Unis, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle-Zélande).
- Fermeture des bases canadiennes à l'étranger.
- Ramener toutes les forces canadiennes au pays.
- Pas de présence canadienne en Asie occidentale, en Haïti, en Ukraine, dans les Philippines et dans la mer de Chine méridionale.
- Se retirer de l'accord entre les Philippines et le Canada sur les forces en visite, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de guerre menés par les États-Unis contre la Chine.
- Cesser toute participation aux exercices militaires menés par l'OTAN et les États-Unis, y compris les patrouilles et les entraînements, qui constituent des répétitions pour de futures guerres d'agression et des actes de provocation délibérés.
- Annuler les échanges d'officiers avec l'armée américaine et autres puissances impérialistes, qui ne garantissent l'interopérabilité que pour les guerres d'agression.
- Mettre fin à la faille dans l'approvisionnement en armes entre les États-Unis et le Canada, qui contourne la réglementation et le droit international en autorisant les livraisons d'armes aux États-Unis, lesquelles sont utilisées

pour commettre des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des génocides à l'étranger.
- Mettre fin à la militarisation de l'Arctique. Cela mettra fin à la ruée coloniale vers les ressources dans le Nord, désamorcera une nouvelle guerre froide avec la Russie et respectera la souveraineté des peuples inuit, dont les terres sont traitées comme une frontière pour la concurrence entre États et capitaux.

Solidarité mondiale et commerce mutuellement avantageux :

- Le Canada bénéficie depuis longtemps d'un ordre mondial impérialiste qui renforce et enrichit les nations occidentales (le « noyau ») tout en exploitant et en opprimant la majorité mondiale du Sud (la « périphérie »). La force et la violence sont inhérentes à cette hiérarchie mondiale, et elles reposent sur les ressources et la main-d'œuvre prélevées sur les peuples du Sud dans un échange inégal et abusif, appelé « surexploitation », qui entretient une inégalité mondiale. Nous soutenons toutes les luttes pour l'autodétermination des victimes de l'oppression impérialiste.

Seul un gouvernement socialiste peut bâtir des relations internationales fondées sur l'amitié, la paix, le respect mutuel et le bénéfice mutuel.

- Mettre fin à la propagande étatique, à l'alarmisme et à la diabolisation des nations qui résistent à la domination occidentale, notamment la Chine, l'Iran, la Russie, Cuba et le Venezuela.
- Cesser de présenter la Chine comme une menace existentielle – un discours qui alimente la militarisation, la xénophobie et l'instabilité mondiale.
- Assumer un rôle de leader mondial dans la promotion et le respect du Pacte sur les mines terrestres.

Mettre en œuvre une politique commerciale pacifique, mutuellement avantageuse et respectueuse de l'environnement :

- Entamer un examen officiel de l'adhésion au BRICS+.
- Entamer un examen de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) afin d'envisager un processus de retrait.

- Ne pas conclure de nouveaux accords commerciaux avec le régime indigne de confiance du président états-unien.
- Cesser de militariser le commerce, comme les sanctions unilatérales et illégales.

Mettre en œuvre une politique commerciale pacifique, mutuellement avantageuse et respectueuse de l'environnement (suite):

- Cesser de militariser l'aide au développement. De l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au ministère des Affaires mondiales en passant par le ministère des Affaires étrangères, la pratique canadienne consistant à accorder une « aide » au développement assortie de conditions sert à renforcer un ordre mondial impérialiste dirigé par les États-Unis et à rendre le monde sûr pour les entreprises.
- Signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.
- Cesser de soutenir l'extraction des ressources, abusive, excessive et souvent militarisée.
- Interdire l'accaparement des terres par les entreprises canadiennes en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Ces acquisitions agroalimentaires compromettent la souveraineté alimentaire des pays du Sud.
- Retrait du G7 et du G20, forums de coordination du capital transnational par les États clés pour façonner l'ordre néolibéral mondial. De plus, nous rejetons l'idée que le PIB soit un indicateur de richesse nationale, de moralité ou de santé.
- Interdire toutes les sanctions économiques qui sont des instruments coercitifs de guerre économique, constituant une forme de punition collective dont les taux de mortalité dépassent ceux d'une guerre directe. Les sanctions tuent!

Défendre la souveraineté de toutes les nations :

- Prendre des mesures concrètes pour l’autonomie et le découplage des États-Unis en expropriant les milliardaires canadiens.
- En tant que régime socialiste, notre principale mesure de protection contre une domination américaine accrue est la solidarité avec les travailleurs et travailleuses américain.e.s.

- S’opposer aux machinations impérialistes contre les pays du Sud, qui prennent place en particulier à l’Assemblée générale des Nations Unies, au BRICS+, à l’initiative « Une ceinture, une route », aux ALBA movimientos et à d’autres organisations multilatérales non occidentales.

Défendre la souveraineté de toutes les nations (suite):

- Dénoncer la pratique de l’impérialisme vert, qui englobe les politiques climatiques, notamment les taxes carbone aux frontières, les programmes de « dette pour la nature » et la financiarisation de la nature, qui pèsent délibérément de manière disproportionnée sur les pays du Sud.
- Faire pression sur les États coloniaux (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande) pour qu’ils restituent les terres volées aux souverains autochtones et reconnaissent le principe de la restitution des terres en droit international.

Nous *pouvons* offrir une vie meilleure à tous

L'austérité nous a inculqué l'idée que nous ne pouvons pas nous permettre une éducation de qualité, des soins de santé efficaces ou des logements abordables, mais c'est un mythe. La vérité? Il y a plus qu'assez d'argent; le problème est que la richesse est thésaurisée par les ultra-riches au lieu d'être investie dans les travailleurs et les personnes défavorisées. Nous disposons de nombreux outils pour financer notre plateforme. En voici quelques-uns que nous défendons :

Économies grâce aux services publics :

- La privatisation promettait des prix plus bas et/ou des services plus efficaces. Des décennies plus tard, les prix ont augmenté et la qualité a diminué. Il est plus que temps de reconnaître que ce modèle ne fonctionne pas.
- Les services publics sont moins gaspilleurs financièrement car les bénéfices ne sont pas détournés par des actionnaires, des entrepreneurs ou des consultants privés, et les revenus sont réinvestis directement dans les services dont dépendent les travailleuses, les travailleurs et les personnes défavorisées.

Réduction des coûts sociaux :

- Outre l'obligation morale de résoudre les problèmes sociaux, la non-satisfaction des besoins fondamentaux représente un fardeau financier considérable. Résoudre ces problèmes coûterait moins cher que d'apporter des solutions à court terme.
    - Les solutions de « maintien de l'ordre » remplissent les prisons aux frais des contribuables : selon les données de 2021 des Services correctionnels fédéraux, les dépenses moyennes par détenu s'élèvent à 150 000 $ par an.
    - Les budgets de la police augmentent constamment, mais une étude de 2018 a révélé que jusqu'à 80 % des appels à la police ne sont pas liés à une infraction pénale, mais plutôt à des problèmes sociaux.

- Le sans-abrisme représente un coût considérable pour la société. Selon une étude de 2024, pour une personne sans domicile fixe pendant un an, les soins de santé représentent une dépense de 12 209 $, contre 1 769 $ pour une personne logée.

Définancer l'armée :

- Réorienter les fonds destinés à la guerre et à l'occupation vers la santé, le logement et l'éducation. Carney a cédé aux exigences d'augmentation des dépenses militaires des États-Unis et à l'objectif de l'OTAN de 5 % du PIB, ce qui fait exploser les dépenses de défense de 30,58 milliards de dollars l'an dernier à 150 milliards de dollars d'ici 2035. Réorienter les dépenses de guerre vers des industries socialement bénéfiques.

Taxes destructrices sur les industries destructrices :

- Pénaliser les principaux bénéficiaires de la guerre – les industries militaires et d'armement – afin de décourager les industries et activités militaristes et de financer les coûts sociaux de leur destruction.

Combler les failles financières qui exonèrent les entreprises d'impôt :

- Les FPI bénéficient d'incitations fiscales qui les exonèrent de facto de l'impôt sur les sociétés si leurs bénéfices sont distribués aux investisseurs. Nombre de ces investisseurs échappent ainsi à l'impôt sur le revenu grâce à diverses failles fiscales. Figurant parmi les placements à haut rendement les moins imposés du marché, les FPI privent l'État de centaines de millions de recettes, qui pourraient être investies dans les services publics.

Financer une transformation socialiste

Abolir les milliardaires par l'expropriation sans compensation :

- La nationalisation sans compensation d'industries clés est une voie incontournable. Les subventions et les aides accordées depuis des décennies, grâce aux contribuables, dans le cadre d'un programme d'aide aux entreprises constituent une compensation suffisante.